dement dont parle mon très honorable collègue, à la demande du chef de l'opposition dit-il; il se trouvera dans le texte définitif.

Quant à l'autre point, le Gouvernement espère qu'il ne sera pas nécessaire, à la fin de la présente année financière, de proroger pour une autre année la mesure à l'étude, ou du moins tous ses articles. Mais cette nécessité pourrait se présenter. Dans ce cas, il va sans dire, nous agirons comme ont fait les amis de mon très honorable collègue quand ils étaient au pouvoir: nous demanderons au Parlement, avant la fin de l'année financière, de proroger la mesure pour une autre période. Mon très honorable collègue n'a donc pas à craindre l'effet qu'aurait l'expiration des autres dispositions avant la fin de l'année financière. S'il n'est pas nécessaire de proroger l'application du projet de loi, il faudra de toute évidence garder l'article 5 sous la forme d'une loi distincte, ce que nous ferons. En attendant, toutes ces dispositions ont force de loi. Puisque le comité a déjà étudié ce point, je pense que nous pouvons lire le projet de loi dans sa forme actuelle.

M. H. E. WILTON (Hamilton-Ouest): Quelques mots seulement avant la troisième lecture du projet de loi. Je partage l'avis exprimé par mon honorable ami de Broadview (M. Church) au sujet du fardeau de dette qui pèse sur les municipalités. Mes années d'expérience en administration municipale me permettent d'en parler en connaissance de cause; je sais que les municipalités sont grevées au delà de leurs moyens. Mais j'estime qu'il ne devrait pas y avoir aujourd'hui de divergence d'opinion en ce qui concerne la nécessité de résoudre le problème du chômage, car la solution de ce problème entraînera celle du problème que constituent pour les municipalités les petits propriétaires qui, en si grand nombre, sont forcés d'abandonner leurs foyers à cause des lourds impôts que le besoin croissant de revenus force les municipalités à imposer.

Je regrette, monsieur l'Orateur, d'être obligé de m'opposer à la proposition de confier la solution de ce problème à une commission. Il me semble que c'est simplement différer la question. A mon avis, il incombe directement au Gouvernement et au Parlement de prendre des mesures propres à résoudre ce problème immédiatement ou sous le plus bref délai possible. Si l'on abandonne la question à une commission, la commission prendra sans doute—c'est l'habitude de ces organismes—un temps considérable à élaborer ses conclusions, et il s'écoulera probablement plusieurs mois avant que son rapport soit suivi de mesures précises. En examinant l'ensemble de la question du point de vue de

nos commettants, je ne peux oublier que le peuple canadien attend du Parlement même le règlement de questions comme celle du chômage. S'il faut s'en remettre à une commission chaque fois qu'il s'agit d'accomplir quelque chose, il vaudrait mieux que le peuple élise des commissions au lieu d'un Parlement. Délégués ici pour administrer les affaires du pays, nous nous déchargeons de cette tâche sur d'autres organismes.

Tous les députés qui ont pris la parole ont reconnu la nécessité de résoudre le problème du chômage, mais malgré toutes les critiques qui ont été formulées, je n'ai pas encore entendu de proposition tendant à sa solution. Il me semble que chaque fois que nous tentons une initiative en matière de chômage nous nous embourbons financièrement de plus en plus, car nous suivons le cercle vicieux d'emprunter pour rembourser des emprunts antérieurs. Quoi que nous fassions, nous augmentons la dette nationale et nous empilons des charges énormes que la prochaine génération devra supporter. Au lieu de continuer dans ce cercle vicieux qui consiste à emprunter et à employer le même argent à plusieurs reprises, nous devrions chercher de nouvelles sources de revenus. Je ne veux pas dire par là de nouvelles sources d'impôts, mais de nouvelles sources de revenus qui allégeront le fardeau du contribuable surchargé et qui aideront le petit propriétaire à conserver sa maison. Le Gouvernement devrait adopter des mesures tendant à la mise en valeur des ressources naturelles du pays, afin de créer de nouvelles richesses qui pourront servir à réduire la dette publique et à permettre aux municipalités de se dispenser du surcroît de revenus qu'il leur faut aujourd'hui. Les municipalités à leur tour pourraient assister les propriétaires de maisons qui sont déjà obérés d'impôts et de dettes. Ce serait là, à mon sens, une mesure éminemment pratique qui ouvrirait de nouvelles sources de revenus sans accroître les impôts.

Permettez-moi de répéter, monsieur l'Orateur, qu'aucune divergence d'opinions ne devrait exister dans cette Chambre sur la question de la solution du chômage, si ce n'est, peut-être, en ce qui concerne les moyens à adopter. Je suis d'avis qu'il incombe au Parlement de s'y attaquer directement au lieu de s'en décharger sur une commission qui mettra des mois à élaborer un rapport, d'autant plus que nous nous trouverons probablement, à la suite de ce rapport, dans la même situation où nous sommes aujourd'hui.

(La motion est adoptée et le projet de loi est lu pour la troisième fois, puis adopté.)